

Newsletter Juin 2011

ÉDITO

Bonjour, bienvenue ici en direct de Strasbourg pour notre rendez-vous mensuel. Ce mois-ci, trois thèmes dont je veux vous parler :

D'abord, un vote important. Le Parlement Européen a exposé sa vision des perspectives financières futures de l'Union Européenne, ou le budget pour les années à venir, et a posé les questions suivantes : Comment financer l'ambition européenne, les besoins d'une politique européenne dans les domaines de la politique étrangère, dans le domaine de la cohésion entre les territoires de l'Union, dans le domaine de la recherche et du développement, dans le domaine de l'énergie ? Dans cette discussion budgétaire, la position des Etats Membres ne sera pas facile, car bon nombre d'entre eux sont sous d'importantes contraintes sur le plan national pour maîtriser leurs finances publiques et ont du mal à accepter le fait qu'il faille faire vivre cette dimension européenne en la finançant avec un budget plus important. Et puis, nous avons aussi signalé que pour financer ce budget de l'Union Européenne justement, il fallait inventer des ressources nouvelles et ne pas uniquement se baser sur les contributions des Etats Membres qui ensuite les poussent dans une logique du juste retour. Le budget de l'Union Européenne devrait être financé par des ressources propres, et notamment par cette fameuse taxation des transactions financières pour laquelle ce Parlement Européen continue à plaider avec force et détermination.



Le deuxième thème dont je veux vous parler et dont nous avons parlé au cours de cette session, c'est la question de la succession de Dominique Strauss-Khan à la tête du FMI. La

Commission Européenne nous a annoncé qu'elle soutenait la candidature de Madame Lagarde, mais que la question de la représentation externe de la zone Euro n'était pas une question d'actualité. Nous avons dit à la Commission que bien au contraire, si l'Union Européenne voulait que le FMI joue pleinement son rôle dans la mise en place d'une gouvernance internationale et que les pays émergents s'y sentent à l'aise, nous nous devons d'être exemplaires, pour que l'Union Européenne ou en tout cas la zone Euro parlent d'une voix au FMI. Cette désignation devrait y contribuer.

Enfin, le troisième thème important ce mois-ci pour nous, membres de la Commission Emploi et Affaires Sociales, c'est le rapport de mon collègue, Richard Falbr, qui traite de la dimension externe des politiques sociales. Tout l'enjeu est de savoir comment, lorsque l'Union Européenne négocie des accords avec des pays tiers, nous tenons compte des normes sociales, des conditions dans lesquelles nos entreprises se comportent lorsqu'elles interviennent dans des pays tiers, et de comment, sur cette base-là, nous pouvons construire des accords commerciaux plus justes et plus équilibrés.

Voilà pour notre rendez-vous de ce moi-ci. Je vous donne rendez-vous au mois de juillet, où nous aurons encore beaucoup de sujets importants sur la table !

INTERVENTION

Le processus de sélection du nouveau directeur général du FMI et représentation extérieure de la zone euro (débat) Pervenche Berès, au nom du groupe S&D.

7 juin 2011 (Première intervention)

"Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, je me demande pourquoi vous avez souhaité faire cette déclaration. En effet, vous concluez votre intervention en disant: "Au fond, nous sommes aujourd'hui totalement mobilisés par la réforme de la gouvernance économique et la question de la représentation externe de la zone euro se posera plus tard."

Permettez-moi de ne pas partager votre approche car l'une des principales difficultés que connaît aujourd'hui l'Union européenne est la question de la représentation externe de la zone euro. Nous voyons bien que la guerre des monnaies peut aujourd'hui, d'un revers de main, balayer tous les efforts qui sont demandés aux peuples dans la zone euro au titre de l'austérité et du rétablissement des situations des dettes souveraines. Les Européens ne peuvent donc pas à la fois être totalement exigeants à l'intérieur et se désintéresser de la question de la place de leur monnaie, baladée au gré des marchés sur la scène extérieure. Il n'y aura pas une défense intérieure s'il n'y a pas une défense extérieure.

[Pour lire l'intégralité de l'intervention](#)

"Madame la présidente, je trouve que, dans ce débat, il y a quand même une chose très paradoxale. Au fond, entre la Banque mondiale et le FMI, il faudrait surtout que rien ne bouge. C'est nous, Européens, qui avons intérêt à ce que le multilatéralisme fonctionne. Et le multilatéralisme ne fonctionnera pas avec simplement des émergents associés ici ou là, au G20 ou ailleurs. Nous devons vraiment poser la question en dynamique, en perspective. Et je trouve assez paradoxal qu'au moment où il y a une mobilisation en urgence pour désigner une Européenne à la tête du FMI nous ne soyons pas exemplaires, en tant qu'Européens, pour dire, Monsieur le Commissaire, c'est une étape sur la question de la représentation externe de la zone euro.

Pourquoi êtes-vous si pressé, si acharné à désigner une Européenne si ce n'est pas pour, en même temps, franchir cette étape dont vous nous dites qu'elle n'est pas urgente et qu'elle pourrait être pour demain ? Si nous voulons faire vivre le multilatéralisme, alors nous devons nous-mêmes être exemplaires, être cohérents et montrer combien cela peut fonctionner demain. Car, à l'échelle de la gouvernance mondiale, le FMI a un rôle absolument majeur, qui ne se limite pas à la question de la dette européenne et des situations des dettes souveraines des Européens en difficulté. C'est une tâche essentielle, mais le rôle du FMI est aussi, au-delà de la stabilité des marchés, de contribuer à la correction des déséquilibres mondiaux qui ont conduit à cette crise.

[Pour lire l'intégralité de l'intervention](#)

Intervention lors des questions à la Commission européenne sur le Fonds d'ajustement à la mondialisation

8 juin 2011

Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, au nom de M. Daerden, permettez-moi de vous remercier de cette réponse. Nous soutiendrons évidemment toutes les initiatives qui permettront d'accélérer les procédures lorsqu'elles viennent en aide aux travailleurs victimes de licenciements dans le cadre ou de la mondialisation ou de la crise.

Simplement, nous voudrions attirer votre attention sur deux difficultés. La première, c'est que le caractère de soutien aux travailleurs doit rester la priorité. Ce qui signifie que, à travers la révision des procédures, nous nous opposerons à l'idée que le Fonds d'ajustement à la mondialisation devienne un outil parmi d'autres, par exemple d'une politique de cohésion, car alors tout l'argent communautaire, en-dehors de celui de la politique étrangère ou de la recherche et du développement, deviendra de la politique de cohésion. Nous avons des objectifs particuliers à poursuivre et il faut avoir ces outils. Le Fonds d'ajustement à la mondialisation en fait partie.

Nous vous demandons également d'articuler la gestion du fonds, en collaboration avec vos collègues commissaires, avec les autres politiques qui ont un impact dans ce domaine, que ce soit le domaine de la concurrence ou le domaine de la politique industrielle.

COMMUNIQUÉ

Appel de la gauche européenne pour changer l'Europe

Changeons l'Europe

Lundi 6 juin 2011

Aux prises avec une crise qui menace l'existence même de l'euro, l'Union européenne s'apprête à prendre des décisions qui seront lourdes de conséquences pour l'avenir de l'Europe et de son économie. Les propositions actuellement sur la table pour le "paquet gouvernance économique" représentent, selon nous, une remise en cause sans précédent des valeurs et des principes fondamentaux de notre destin commun: la solidarité, la justice sociale, l'égalité des chances et le développement durable. Au nom de la nécessaire responsabilité budgétaire face à la crise, ces choix idéologiques mettent en péril la cohésion sociale entre européens et notre capacité commune à assurer la transition écologique de nos économies. En particulier, ces choix risquent de sacrifier toute une génération de jeunes à travers bon nombre d'Etats membres, touchés très durement par le chômage et se sentant de plus en plus exclus et rejetés au lieu de pouvoir participer pleinement à la construction de leur avenir.

[Lire la suite](#)

Communiqués de la Délégation socialiste française

Recommandations par pays pour 2011 : peut mieux faire

Mardi 7 juin 2011 Pervenche Berès, Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, prend acte des recommandations adoptées ce jour par la Commission européenne pour les 27 Etats membres dans le cadre du premier semestre européen de coordination des politiques économiques.

« Je ne peux que me féliciter de l'objectif d'une coordination accrue des politiques des Etats membres. En revanche, je reste vigilante quant au contenu des recommandations. L'indexation automatique de l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie ainsi que les propositions en matière de fixation des salaires et de réforme de la législation en matière de protection de l'emploi ne sont pas acceptables ».

[Pour voir le communiqué](#)

« Direction du FMI : les Européens ont intérêt à ce que le multilatéralisme fonctionne »

Mardi 7 juin 2011 - Lundi 6 juin, au nom de la commission européenne, le commissaire Olli Rehn a fait une déclaration au Parlement européen sur le processus de sélection du nouveau

directeur général du FMI et la représentation extérieure de la zone euro. Il a soutenu la candidature de Madame Christine Lagarde pour prendre la tête du FMI et il a renvoyé à plus tard la création d'une représentation externe de la zone euro.

Pour Pervenche Berès, intervenant au nom du groupe S&D, « les Européens ont intérêt à ce que le multilatéralisme fonctionne. A l'échelle de la gouvernance mondiale, le FMI a un rôle majeur, qui ne se limite pas à la question de la dette européenne : il doit contribuer à la correction des déséquilibres mondiaux qui ont conduit à cette crise, notamment en continuant à rejeter les dogmes du consensus de Washington ».

[Pour voir le communiqué](#)

Avenir des Agences de Notation de Crédit

Mercredi 8 juin 2011 «Alors que la Commission estime que Standard and Poor's se serait rendu coupable de pratiques abusives en matière de politique tarifaire, le rapport appelle à harmoniser le régime de responsabilité de ces agences devant les juridictions civiles. C'est une avancée importante que le Parlement devra prochainement inscrire dans le droit européen afin que les agences de notation cessent de se considérer au dessus des lois » ajoute Pervenche Berès, Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales.

[Pour voir le communiqué](#)

Le modèle social européen se défend aussi à l'extérieur de l'Union européenne

Mercredi 8 juin 2011 Ce mardi 7 juin 2011 le Parlement européen s'est prononcé sur le rapport Falbr portant sur « la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes ». La dimension extérieure de la politique sociale vise à promouvoir les normes de travail et les normes sociales dans les pays tiers et à lutter contre le dumping social parfois issu de la mondialisation ou du commerce international.

« C'est une priorité pour les socialistes, qui luttent contre le dumping social et environnemental des entreprises, préjudiciables à la fois aux travailleurs européens et aux travailleurs des pays tiers », insiste Pervenche Berès.

[Pour voir le communiqué](#)

Communiqué de presse

Communiqué de presse de la Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales :
The future for social services of general interest.

Lundi 7 juin 2011 Social services of general interest (SSGI), such as child benefits, social housing, care for elderly etc., should feature prominently in the European societies by contributing to social protection and inclusion, enhancing the capacity of individuals to enjoy

their fundamental rights and to participate fully in the social, economic and political life. Parliament's Employment and Social Affairs Committee adopted position about SSGI on Monday in Strasbourg.

[Pour lire le communiqué](#)

Investir davantage à l'échelle européenne pour contrecarrer la crise

Lundi 30 mai 2011 Commissions: Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale.

Un changement dans l'élaboration des politiques et un transfert des dépenses, notamment d'énergie et de transports, au profit de l'UE, apporteront un meilleur rendement des investissements et des économies d'échelle. L'UE bénéficierait de l'impulsion dont elle a urgemment besoin pour sa compétitivité, indique le projet de résolution voté par la commission sur la crise financière, lundi. Le rapport final propose d'introduire des euro-obligations et une taxe sur les transactions financières. "La lutte contre la crise de la dette publique et le renforcement de la compétitivité, de la convergence et de la solidarité de l'Union exigent un transfert de compétences et de dépenses au profit de l'Union" précise le rapport final non législatif de la commission sur la crise financière, économique et sociale, élaboré par Pervenche Berès (S&D, FR) et approuvé par 32 voix pour, 9 voix contre et 2 abstentions.

[Pour voir le communiqué](#)

Revue de presse

Pervenche Berès (S&D, France) évoque le rapport de la commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière

rtbf.be

3 juin 2011

« Plus d'Europe » et non « moins d'Europe » : c'est le message transmis par le rapport final de la commission spéciale du Parlement européen sur la crise économique et financière. Rencontre avec la députée française Pervenche Berès, rapporteure de la commission.

[lien vers l'article](#)

Des régions françaises plaident leur cause à Bruxelles

EurActiv.fr

3 juin 2011

Dans moins d'un mois, la Commission doit proposer son nouveau cadre pour la politique régionale. Inquiets de voir leurs aides diminuer, des élus français ont été reçus par le commissaire à la Politique régionale, Johannes Hahn.

[lien vers l'article](#)

Une « nouvelle approche » face à la crise

Europolitique

31 Mai 2011

La commission parlementaire sur la crise financière (CRIS) a approuvé le 30 mai un rapport prônant l'harmonisation fiscale, l'introduction d'obligations communes pour financer la dette nationale et un siège unique pour l'UE dans les institutions internationales. Créée en 2009 dans le sillage de la crise financière de 2008 pour en examiner les causes et les conséquences, la commission recommande que l'Europe adopte une " nouvelle approche " pour résoudre ses problèmes, dont la mise en place d'une agence de la dette et une trésorerie européenne pour aider les Etats en difficulté. " L'Europe a besoin d'une nouvelle approche et doit renforcer sa coopération si à l'avenir elle veut maintenir sa position sur la scène mondiale ", a déclaré le président de la commission, Wolf Klinz (ADLE, Allemagne). " Une politique monétaire commune sans une politique économique et sociale plus étoffée, presque harmonisée, n'est pas tenable à long terme ", a-t-il ajouté. La rapporteure, Pervenche Beres (S&D, France), s'était heurtée à une vive opposition avec la version antérieure de son rapport, qui suggérait une augmentation du budget de l'UE et la tenue d'une convention pour modifier le traité de Lisbonne et mettre en place un fonds de sauvetage permanent.

Le vote en plénière est prévu pour juillet.

Investir davantage à l'échelle européenne pour contrecarrer la crise

Europarl

31 mai 2011

Un changement dans l'élaboration des politiques et un transfert des dépenses, notamment d'énergie et de transports, au profit de l'UE, apporteront un meilleur rendement des investissements et des économies d'échelle. L'UE bénéficierait de l'impulsion dont elle a urgemment besoin pour sa compétitivité, indique le projet de résolution voté par la commission sur la crise financière, lundi. Le rapport final propose d'introduire des euro-obligations et une taxe sur les transactions financières.

[lien vers l'article](#)

« Sauver la politique Régionale européenne »

31 mai 2011

Alain ROUSSET, Président de l'ARF et Jean Yves Le Drian, Vice-président en charge des affaires européennes et Claude Gewerc, Président de la Picardie, conduisaient une délégation d'élus régionaux qui a notamment rencontré Danuta HUBNER, Présidente de la Commission de la politique régionale du Parlement européen, Pervenche BERES, Présidente de la Commission de l'emploi et des affaires sociales, Laszlo ANDOR, Commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion, ainsi que Johannes HAHN, Commissaire à la politique régionale.

Lire la dépêche AFP : [Mai 31-2011_AFP_Bruxelles](#)

Lire l'article des Echos faisant suite à cette journée : [Juin 1er_Les Echos_Bruxelles](#)

Pervenche Berès: 'L'Europe a besoin d'un new deal pour sortir durablement de la crise'

S&D Tv

31 mai 2011

Il faut « plus » – pas « moins » – d'Europe: tel est le message central du rapport final adopté aujourd'hui à Bruxelles, à une très large majorité, par la commission spéciale sur la crise du Parlement européen.

[Voir la vidéo](#)

La commission CRIS pour une hausse massive du budget de l'UE

Europolitique

31 mai 2011

L'UE a besoin de cinq à dix fois plus d'argent que ce dont elle dispose actuellement pour financer des investissements essentiels dans son service d'action extérieure, la large bande, l'énergie et la recherche. C'est l'une des conclusions du rapport de Pervenche Berès (PSE, France) adopté par la commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière (CRIS) par 32 voix contre 9 (2 abstentions), le 30 mai. Le vote de ce rapport qui a demandé deux ans de travail est prévu pour la plénière de juillet.

Les députés préconisent d'augmenter le budget de l'UE après 2020 en transférant des dépenses des Etats membres vers l'UE. Le budget de l'UE passerait ainsi de 1 % de son PIB total (126 milliards d'euros en 2011) à 5-10 % d'ici 2020, entre 500 milliards et un trillion d'euros aux prix actuels.

« Le projet européen ne réussira que si les politiques communes et les investissements nécessaires reçoivent un financement approprié » a déclaré Mme Berès après le vote. « C'est pourquoi nous proposons d'allouer des ressources qui équivalent aux ambitions et aspirations de nos citoyens ».

[Pour lire la suite](#)

[Voir les réactions après le vote du rapport](#)

Vote du rapport Europarl

30 mai 2011

Il faut « plus » – pas « moins » – d'Europe: tel est le message central du rapport final adopté aujourd'hui à Bruxelles, à une très large majorité, par la commission spéciale sur la crise du Parlement européen.

Le rapport préparé par la socialiste française Pervenche Berès préconise, entre autres, à moyen terme, une augmentation spectaculaire du budget européen qui devrait peser entre 5 et 10% du PIB de l'UE, la mise en place d'une communauté de l'énergie et l'émissions d'euro-obligations pour permettre à l'Europe de sortir durablement de la crise économique, sociale et financière.

« Il est temps de tirer les leçons d'une certaine Europe qui n'a pas répondu à nos aspirations », a lancé Pervenche Berès à l'issue du vote.

« La crise financière supportée à bout de bras par l'argent des contribuables, les banques qui recommencent leurs jeux dangereux, les agences de notation qui entretiennent la spéculation contre certains pays. Nous avons besoin d'aller plus loin dans la régulation des marchés financiers et des banques et plus largement d'un new deal européen », estime l'eurodéputée.

[lien vers l'article](#)

Visite d'étude de Pervenche Berès pour défendre le FSE:

30 mai 2011

Pervenche Berès, Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, a participé vendredi 27 mai à une journée d'étude sur l'avenir du Fonds social européen (FSE) organisée par Philippe Kaltenbach, Vice-Président de la région Ile de France en charge des affaires internationales et européennes.

La région Ile de France connaît d'immenses écarts de développement et de richesse, ce qui fait d'elle un laboratoire de la diversité des problèmes auxquels sont confrontés les territoires de l'Union et dont ne rend pas compte le seul indicateur du PNB. La valeur ajoutée du Fonds social européen et l'effet levier qu'il permet sont plus que jamais nécessaires pour relever ces défis et notamment pour œuvrer à l'insertion professionnelle et sociale des populations vulnérables.

[Pour lire la suite](#)

Agenda

Le 16 juin 2011

Pervenche Berès interviendra lors de la deuxième édition des Entretiens du Trésor, organisée par la direction générale du Trésor. Conférence-débat à haut niveau présidée par Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, à 9h à Paris

[Pour voir le programme](#)

Le 16 juin 2011

Pervenche Berès participera au colloque Reconciling Work and Welfare in Europe et interviendra lors de la plénière "Tackling the crisis: is "Europe 2020" enough ?" à 14h00 à Bruxelles

[Pour voir le programme](#)

Le 30 juin 2011

Pervenche Berès interviendra lors de la conférence "Call to Europe" organisé par la FEPS (Fondation européenne d'études progressistes) et interviendra à la deuxième session « Un paradigme socio-économique pour l'Europe à venir » à 10 Bibliothèque Solvay, Parc Léopold, Bruxelles

[Pour voir le programme](#)

Le 1er juillet 2011

Pervenche Berès participera à une rencontre sur "La gouvernance économique européenne vue par les organisations syndicales" organisée par le Bureau d'information en France du Parlement européen au 288 boulevard Saint-Germain, Paris 7ème